

A N N A L E S
BRETAGNE
PAYS DE L'OUEST

Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

112-1 | 2005

Varia

Les moines et le droit

Enquête sur la culture juridique dans les abbayes du diocèse d'Angers à la fin du Moyen Âge

Jean-Michel Matz



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1140>

DOI : 10.4000/abpo.1140

ISBN : 978-2-7535-1497-3

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 mars 2005

Pagination : 85-100

ISBN : 978-2-7535-0125-6

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean-Michel Matz, « Les moines et le droit », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 112-1 | 2005, mis en ligne le 20 mars 2007, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1140> ; DOI : 10.4000/abpo.1140

Les moines et le droit

Enquête sur la culture juridique dans les abbayes du diocèse d'Angers à la fin du Moyen Âge¹

Jean-Michel MATZ

Professeur d'histoire du Moyen Âge, HIREs – université d'Angers
UPRES EA 1710 – CNRS

Le réseau monastique du diocèse d'Angers avait une remarquable densité au Moyen Âge. Les temps barbares et mérovingiens ont vu les premières fondations : dans les campagnes, le Mont-Glonne (ou Saint-Florent-le-Vieil) par saint Florent († v. 390) et Glanfeuil (ou Saint-Maur-sur-Loire) par saint Maur († 584) ; à Angers, Saint-Aubin – fondée vers 530 par l'évêque de Paris saint Germain sous la dédicace de saint Germain d'Auxerre, qui prit son nouveau vocable au début du vii^e siècle en mémoire de l'évêque d'Angers Aubin († 550) qui y avait été inhumé, et où furent installés des moines noirs en 966 – et Saint-Serge (vii^e siècle). La renaissance du monachisme s'amorça dans le diocèse dès avant l'an mil avec une seconde vague de fondations. Les moines du Mont-Glonne, revenus en Anjou vers 950 après avoir fui devant les Normands, furent installés à Saint-Florent de Saumur par le comte de Blois Thibaud le Tricheur qui contrôlait alors la région ; sa fille Emma, épouse du duc d'Aquitaine Guillaume IV Fièrbrasse, fonda vers 990 Saint-Pierre de Bourgueil. Le comte d'Anjou Foulques Nerra (987-1040) établit deux nouveaux monastères à Angers : Saint-Nicolas en 1020, et Notre-Dame-de-la-Charité (dite du Ronceray) en 1028 pour des moniales. Après une pause, l'entrée dans le xii^e siècle s'accompagna d'une reprise des fondations avec un monachisme réformé : Asnières-Bellay (vers 1118 avec des moines venus de Tiron) ; Chaloché (1119) et la Boissière (1131), filles de Savigny, affiliées à Cîteaux en 1147 ; les maisons cisterciennes de Notre-Dame du Loroux (fondée en 1121 par le comte Foulques V, futur roi de Jérusalem) et Pontron (1134). En outre, les plus puissantes abbayes avaient quelques dizaines de prieurés chacune dans le diocèse,

1. Ce travail a bénéficié des remarques et suggestions de Gérard Giordanengo, Professeur à l'École nationale des Chartes (Paris) ; qu'il trouve ici l'expression de mes remerciements sincères.

sans oublier les prieurés angevins possédés par des abbayes extérieures au diocèse (la Trinité de Vendôme, Marmoutier, Saint-Jouin-de-Marnes, Saint-Pierre-de-la-Couture du Mans...).

La situation des moines dans la société médiévale repose, comme on le sait, sur un paradoxe évident. Hommes voués à fuir le monde, ils y sont en réalité omniprésents². Pour notre propos, il suffira de rappeler, au cœur de l'âge monastique et féodal, leur participation active à l'élaboration des schémas idéologiques qui ont entraîné, dans les siècles autour de l'an mil³, une profonde réorganisation des rapports sociaux en même temps qu'une légitimation de l'ordre seigneurial. Leur implication dans la société tient également aux temporels ecclésiastiques qu'ils possèdent dans les villes et les campagnes, et dont les cartulaires conservent soigneusement les actes de donation ou d'acquisition de biens ainsi que les divers privilèges obtenus⁴. Ces temporels les amènent d'ailleurs à se trouver régulièrement en conflit avec les laïcs ou avec d'autres établissements religieux. Dans le cadre de ces rapports de force qui sont aussi des rapports de droit, les moines ont acquis – s'ils ne les avaient pas déjà – une expérience pratique et un art complexe de l'action judiciaire récemment mis en lumière pour le royaume d'Angleterre⁵. Les cartulaires des XI^e et XII^e siècles révèlent ainsi le juridisme avéré dont savent faire preuve les moines et l'attention qu'ils portent à la procédure et aux formes des causes en fonction des coutumes⁶. Qu'en est-il par la suite?

La question tient évidemment à la pénétration progressive du droit savant dans les coutumes de l'Ouest de la France, mouvement étudié il y a quelques décennies par plusieurs historiens du droit qui ont cherché à en minimiser l'ampleur⁷. D'après ces travaux aujourd'hui dépassés, les cou-

2. MILIS, Ludo, *Angelic Monks and Earthly Men. Monasticism and its Meaning to Medieval Society*, Rochester, 1992, et du même, *Les moines et le peuple dans l'Europe du Moyen Âge*, Paris, 2002.

3. Voir récemment : LOGNA-PRAT, Dominique, *Ordonner et exclure. Cluny et la société chrétienne face à l'hérésie, au judaïsme et à l'Islam (1000-1150)*, Paris, 1998; LAUWERS, Michel (éd.), *Guerriers et moines. Conversion et sainteté aristocratiques dans l'Occident médiéval*, Antibes, coll. « Études médiévales, 4 », 2002.

4. Les plus importants cartulaires monastiques des abbayes d'Angers ont été édités : MARCHEGAY, Paul (éd.), *Cartulaire de Notre-Dame-de-la Charité*, Angers, 1854; BROUSSILLON, Bertrand de (éd.), *Cartulaire de l'abbaye Saint-Aubin d'Angers*, 3 vol., Paris, 1903; LABANDE-MAILFERT, Yvonne, *Essai de reconstitution du cartulaire de Saint-Nicolas d'Angers*, thèse dactylographiée, École des Chartes, 1931; CHAUVIN, Yves (éd.), *Cartulaire de l'abbaye Saint-Serge et Saint-Bach d'Angers (XI^e-XII^e siècle)*, 2 vol., Angers, Bibliothèque historique de l'Ouest, 1997.

5. BOUREAU, Alain, *La Loi du royaume. Les moines, le droit et la construction de la nation anglaise (XI^e-XIII^e siècles)*, Paris, 2001.

6. La question a été récemment reprise pour l'Anjou et le Maine par LEMESLE, Bruno, « La raison des moines. Règlement en justice des conflits ruraux dans le haut-Maine au XI^e siècle », *Études rurales*, 149-150, 1999, p. 15-38; *idem*, « La pratique du duel judiciaire au XI^e siècle, à partir de quelques notices du cartulaire de Saint-Aubin d'Angers », dans *Le Règlement des conflits au Moyen Âge* (Actes du 31^e Congrès de la SHMES, Angers, 2000), Paris, Publications de la Sorbonne (Série ancienne et médiévale, 62), 2001, p. 149-168.

7. Bien qu'ayant été écrits en un temps où l'on refusait de croire à l'influence du droit

tumes de la France de l'Ouest, « fortement féodalisées, archaïsantes [...] et conservatrices⁸ » ont malgré tout été influencées par le droit savant, comme en témoigne notamment le coutumier angevin de 1411⁹. Cette pénétration a adopté deux formes, l'une, « superficielle » (terminologie romanisante, citations et traductions du droit savant intégrées aux coutumes ou à leurs gloses), l'autre, « substantielle », lorsque l'on a affaire à des institutions ou des pratiques directement issues du droit romain ou du droit canonique.

Comment les moines ont-ils vécu cette révision du droit, tant pour ce qui est de leur culture juridique que pour ce qui regarde leurs pratiques judiciaires dans les derniers siècles du Moyen Âge ? Quelle a été leur attitude face à la diffusion des droits savants ? Telles sont les questions auxquelles cet article entend apporter quelques éléments de réponse sur deux points complémentaires : les moines et l'enseignement du droit savant, les abbayes et les livres de droit – à la lumière des inventaires de bibliothèques et des manuscrits conservés. Si le réseau monastique angevin était dense, les sources qui ont survécu intéressent surtout quelques établissements privilégiés (Saint-Aubin et Saint-Serge d'Angers essentiellement, Saint-Florent de Saumur dans une moindre mesure). Les autres maisons n'ont en général laissé que quelques épaves documentaires – de nature essentiellement économique – et pratiquement aucun livre. Par ailleurs, c'est l'indigence des fonds des chanoines réguliers du diocèse qui a déterminé leur exclusion du champ de cette étude.

Les moines et l'enseignement du droit

Dans le Midi de la France comme en Normandie, l'activité intellectuelle des moines semble s'être orientée assez tôt vers les études juridiques¹⁰. Les conciles généraux de Latran II (1139), Latran III (1179) et, pour le diocèse d'Angers, le concile provincial de Tours (1163) – pour la province ecclésiastique de laquelle il relevait – ainsi que la bulle *Super speculam* de Grégoire IX (1227-1241) tendaient pourtant à écarter les moines et les clercs ayant charge d'âmes des études juridiques pour le droit civil, mais ces mesures ne paraissent pas avoir produit leur plein effet. L'interdiction faite à tous les ecclésiastiques – par le concile provincial tenu à Angers en 1269 – de servir les tribunaux séculiers en tant qu'avocats en est sans doute une

romain, je mentionne pour mémoire ces travaux : LEVY, Jean-Philippe, « La pénétration du droit savant dans les coutumiers angevins et bretons au Moyen Âge », *Tijdschrift voor rechtsgeschiedenis*, t. 25, 1957, p. 1-53 ; BREJON DE LAVERGNEE, Jean, « La pénétration du droit romain dans les pays de l'Ouest de la France », *Recueil de mémoires et travaux de la Société d'histoire du droit*, Paris, 1967, p. 55-61.

8. BREJON DE LAVERGNEE, Jean, « La pénétration du droit... », *op. cit.*, p. 55.

9. Ce texte est édité par BEAUTEUPS-BEAUPRE, Charles-Jean, *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au xvi^e siècle. Première partie : Coutumes et styles*, 4 vol., Paris-Angers, 1877-1883 (t. 2, texte E).

10. JACQUELINE, Bernard, « Les études juridiques au Mont-Saint-Michel des origines au xvi^e siècle », dans *Millénaire monastique du Mont-Saint-Michel. T. 2 : Vie montoise et rayonnement intellectuel du Mont-Saint-Michel*, Paris, 1967, p. 259-273.

preuve¹¹. Au XIV^e siècle, la réforme des ordres réguliers a également abordé cette question. Le pape d'Avignon Benoît XII a promulgué plusieurs bulles de réforme des ordres religieux – *Fulgens sicut stella* pour les Cisterciens en 1335, *Summi magistri* (dite *Benedictina*) pour les moines noirs en 1336 – par lesquelles il encourageait les membres de ces ordres à étudier la théologie et le droit canon¹².

La préférence du droit à la théologie est commune aux séculiers et à la plupart des réguliers non mendiants¹³. Mais si les premiers semblent souvent privilégier le droit civil au cours de leurs études¹⁴, les seconds ont opté surtout pour un cursus en droit canonique. C'est du moins ce que laissent entr'apercevoir les renseignements épars et relativement tardifs que les sources veulent bien livrer, mais c'est ce que prouvent beaucoup plus nettement les bibliothèques médiévales et les manuscrits conservés des abbayes angevines sur lesquels reviendra la seconde partie de mon étude.

Depuis le XIII^e siècle, la ville d'Angers est devenue un centre d'études juridiques. L'université semble issue de l'école cathédrale, assez réputée au tournant des XI^e et XII^e siècles¹⁵; si cette école forma notamment l'abbé Geoffroy de Vendôme († 1132) au droit canonique, le développement des écoles angevines de droit date réellement du XIII^e siècle. L'interdiction de l'enseignement du droit civil à Paris par Honorius III en 1219 puis la grève

11. AVRIL, Joseph (éd.), *Les conciles de la province de Tours (XIII^e-XV^e siècles)*, Paris, IRHT (Sources d'histoire médiévale), 1987, p. 240.

12. Les effets de ces mesures ont été étudiés pour les Cisterciens : BOCK, Christopher, « Les Cisterciens et l'étude du droit », *Analecta cisterciensia*, t. 7, 1951, p. 3-31 ; OBERT, Charles, « La promotion des études chez les Cisterciens à travers le recrutement des étudiants du Collège Saint-Bernard de Paris au Moyen Âge », *Cîteaux. Commentarii Cistercienses*, t. 39, 1988, p. 65-78 ; SCHNEIDER, Robert, « Studium und Zisterzienerorden », dans FRIED, John (éd.), *Schulen und Studium im sozialen Wandel des hohen und späten Mittelalters*, Sigmaringen (Vorträge und Forschungen, 30), 1986, p. 321-350.

13. Pour les réguliers, voir par exemple VERGER, Jacques, « Moines, chanoines et collèges réguliers dans les universités du Midi au Moyen Âge », dans *Naissance et fonctionnement des réseaux monastiques et canoniaux* (Actes du colloque international du CERCOR, Saint-Étienne, 1985), Saint-Étienne, CERCOR, (Travaux et recherches, 1), p. 511-549 et GILLES, Henri, « Les moines juristes », dans *L'Église et le droit dans le Midi (XIII^e-XIV^e siècles)*, Toulouse, Cahiers de Fanjeaux, 29, 1994, p. 75-100.

14. MATZ, Jean-Michel, « La culture d'un groupe clérical. Les chanoines de la cathédrale d'Angers (milieu XIV^e-début XVI^e siècles) », *Revue d'Histoire de l'Église de France*, t. 88, 2002, p. 21-40, les civilistes étant très largement majoritaires dans ce chapitre. Un colloque récent a néanmoins montré que dans certaines régions, ici la Hongrie, les chanoines décrétistes étaient parfois plus nombreux que les civilistes : *Formation intellectuelle et culture du clergé dans les territoires angevins (milieu XIII^e-fin XV^e siècle)*. Actes du colloque international d'Angers, 2002, Marie-Madeleine de CEVINS et Jean-Michel MATZ (éd.), Rome, Collection de l'École française de Rome, à paraître (2005).

15. L'histoire de l'université a donné lieu à des travaux anciens : RANGEARD, Pierre, *Histoire de l'université d'Angers*, 2 vol., Angers, 1868-1877 (édition par Albert Lemarchand d'un manuscrit rédigé par Rangeard, mort en 1726 sans avoir pu atteindre le XV^e siècle dans son travail) ; LENS, Louis de, *L'université d'Angers du XV^e siècle à la Révolution française*, Angers, 1880 (recueil de nombreux articles parus dans la *Revue de l'Anjou* entre 1875 et 1877).

du milieu universitaire parisien dix ans plus tard ont assuré un afflux d'étudiants à Orléans et Angers qui sont restées les seules villes universitaires de la France de l'Ouest jusqu'au xv^e siècle. À Angers, l'organisation d'un enseignement de droit civil – attestée au plus tard en 1242 – ne s'accompagne toutefois pas de la reconnaissance d'un *Studium* avant le xiv^e siècle, en 1337 seulement, sous l'épiscopat de Foulques de Mathefelon (1324-† 1355) qui y avait régenté les lois. Les statuts de l'université ont été réformés à plusieurs reprises (1373, 1398, 1410...), émancipant progressivement le *Studium* de la tutelle de l'évêque et du maître-école (*scholasticus*) du chapitre cathédral. Le *Studium* d'Angers ne devient complet qu'en 1432, avec l'octroi par le pape Eugène IV des facultés des arts, de théologie et de médecine. Jusqu'à cette date, le droit fut donc seul à faire la fortune de l'université¹⁶.

Les études faites dans certains établissements réguliers étaient réputées « études académiques » et facilitaient pour les religieux l'obtention de grades¹⁷. Outre les couvents mendiants, jouissaient de ce statut d'agrégation les abbayes Saint-Aubin, Saint-Nicolas et Saint-Serge – ainsi que les chanoines réguliers de Toussaint d'Angers. Par ailleurs, plusieurs établissements monastiques possédaient un hôtel ou un logis dans la ville, qui servait notamment à l'hébergement des moines étudiants : c'est le cas de Saint-Nicolas et Saint-Serge d'Angers, situées toutes deux hors de l'enceinte urbaine, Saint-Florent de Saumur, et Bourgueil, et de chacune des quatre abbayes cisterciennes du diocèse – de même que la Trinité de Vendôme ou Tournus et d'autres monastères qui y avaient également une maison. Les facilités matérielles offertes par ces « collèges » – qui n'en portent toutefois pas le nom – ont-elles eu des conséquences sur le niveau de la fréquentation universitaire des moines du diocèse d'Angers comme cela a pu être observé ailleurs, notamment en Angleterre ou dans le Midi de la France¹⁸?

Les sources ne permettent malheureusement pas de mesurer la place exacte des moines dans les effectifs de l'université sur le long terme. Dans son *Histoire de l'université d'Angers*¹⁹, rédigée au début du xviii^e siècle sur la base de sources en partie disparues aujourd'hui, Pierre Rangeard a pu écrire que les abbayes d'Angers et celles de Saumur, Bourgueil, Saint-Maur-

16. Pour les écoles puis la Faculté de droit, voir l'étude générale de FOURNIER, Marcel, *Histoire de la science du droit en France. T. 3 : Les universités françaises et l'enseignement du droit en France au Moyen Âge*, Paris, 1892, p. 135-207 pour Angers ; sur les techniques d'enseignement à Angers, les articles de FITTING, Henri, « Questions de droit disputées à Angers et à Paris », *Nouvelle revue de droit français et étranger*, t. 29, 1905, p. 709-739, et FRANSEN, Gérard, « *Utrumque ius* dans les *Questiones Andegavenses* », dans *Études d'histoire du droit dédiées à Gabriel Le Bras*, t. 2, Paris, 1965, p. 897-911, qui date ces Questions de 1226/1234.

17. Je suis ici UZUREAU, François, « Les collèges de l'université d'Angers », *Andegaviana*, 26, 1928, p. 378-386 ; sur les collèges réguliers en général, BERLIERE, Ulysse, « Les collèges bénédictins aux universités au Moyen Âge », *Revue bénédictine*, t. 10, 1893, p. 145-158.

18. COURTNEY, William J., *Schools and Scholars in fourteenth century England*, Princeton, 1987 ; VERGER, Jacques, « Moines, chanoines et collèges... », *op. cit.*

19. *Ibidem*, p. 232.

sur-Loire et Asnières-Bellay furent « une pépinière intarissable d'étudiants », mais nous sommes bien en mal de quantifier la réalité de cette affirmation. En l'absence de matricules, les seules sources utilisables sont les suppliques que les universités occidentales adressaient à la Papauté afin d'obtenir des bénéfices ecclésiastiques en faveur des régents et des étudiants clercs²⁰, mais les réguliers n'y occupent pas en général une place importante; du fait de leur état, ils sont en effet nettement moins tributaires d'un bénéfice que les séculiers pour la poursuite de leurs études.

Un travail universitaire récent consacré aux étudiants en droit à Angers a analysé les suppliques présentées à la fin de l'année 1378 au nouveau pape Clément VII au début du Grand Schisme²¹. Alors que les universités méridionales comptent toujours davantage de canonistes que de civilistes²², les 664 étudiants qui sont nommés dans les deux *rotuli* angevins de 1378 sont 62 % à suivre un cursus en lois, 30,5 % en décret, les derniers étant des utroquistes. Les moines sont seulement au nombre de 32, soit 5,5 % de l'ensemble de la population universitaire mentionnée dans les *rotuli*²³. Ils viennent de toute la province de Tours ou du Poitou, et le diocèse d'Angers en fournit 15, tous moines noirs : 7 de Saint-Aubin, 4 de Saint-Serge et 1 de Saint-Nicolas pour Angers, 3 de Saint-Florent de Saumur. Parmi eux, les quatre cinquièmes étudient le droit canon, le cursus des autres n'étant pas précisé. Mais si l'on prend seulement en compte les effectifs des décrétistes, les moines en représentent plus de 12 %. À en juger par ces suppliques de 1378, la présence des moines est donc loin d'apparaître massive au sein de l'université d'Angers, et les *rotuli* de 1403 ne donnent pas une meilleure représentation des réguliers.

Ce genre de documents faisant défaut après le début du xv^e siècle, il est alors seulement possible d'apporter des éclairages ponctuels et bien incomplets sur la population universitaire. Les sources, notamment les actes de la pratique qui évoquent tel écolier ou étudiant, témoignent cependant d'une fréquentation pérenne de l'université par les moines – plus ou moins grande qu'avant, nous ne saurions le dire. Le problème tient aussi au fait que les effectifs des monastères angevins demeurent inconnus tout au long de la période étudiée et que l'on ne parvient jamais à connaître dans ces communautés la part des moines qui étudient. Il faut donc s'en remettre à des

20. Certaines suppliques angevines sont publiées par FOURNIER, Marcel, *Statuts et privilèges des universités françaises depuis leur fondation jusqu'à la Révolution*, t. 3, 1890, pour Angers, n° 1892-1898; d'autres suppliques sont inédites : Archivio Segreto Vaticano, Reg. Supp. 89, 97, 98 (avec 709 demandeurs), 100, 101.

21. DURIS, Anne-Sophie, *Les étudiants en droit de l'université d'Angers à la fin du Moyen Âge (v. 1364-v. 1494)*, Mémoire de DEA d'Histoire, université d'Angers, 2001, p. 145-195, qui propose un résumé partiel de son travail dans le présent dossier.

22. GOURON, André, « Le recrutement des juristes dans les universités méridionales à la fin du xiv^e siècle : pays de canonistes et pays de civilistes », dans PACQUET, Jacques (éd.), *Les universités à la fin du Moyen Âge* (Actes du colloque international de l'université catholique de Louvain, 1975), Louvain-la-Neuve, 1978, p. 524-548.

23. VERGER, Jacques, « Moines, chanoines et collèges... », *op. cit.*, note aux mêmes dates 5,1 % de moines à Avignon, 6,2 % à Toulouse et jusqu'à 11,1 % à Montpellier.

méthodes détournées pour apprécier le rôle des études dans la vie des moines au xv^e siècle. Deux pistes peuvent être empruntées : l'analyse des listes abbatiales d'une part, l'étude des actes de la pratique de l'autre.

Ainsi, sur les six abbés qui ont gouverné l'abbaye Saint-Maur-sur-Loire entre 1434 et le début du xvi^e siècle, quatre ont étudié le droit canon, dont un à Paris, mais un seul est connu pour avoir pris un grade²⁴. Par ce biais, nous retrouvons donc l'épineuse et lancinante question que pose la pratique, semble-t-il assez répandue, qui consiste à fréquenter une université sans que le cursus y soit sanctionné par un grade ; or le moine – comme le séculier – peut ainsi acquérir au moins un vernis de culture juridique, mais cette formation, même superficielle, perd toute visibilité dans la documentation.

Les sources qui émanent des prieurés sont assez riches en actes de procédure et en documents judiciaires qui mettent en scène des moines ayant sollicité l'intervention du conservateur des privilèges de l'université d'Angers dans le mesure où ils y étudiaient. Les prieurs des dépendances de Saint-Florent de Saumur semblent assez nombreux à étudier le droit canon. Parmi eux, la palme du plus procédurier revient sans conteste au moine Gilles du Fay, écolier puis licencié en décret (de l'université de Poitiers), prieur d'Allones en Saumurois de 1447 à sa mort en 1489 ; à partir de 1453, il est continuellement en procès avec les différents seigneurs du lieu et les curés successifs pour des affaires de dîmes, avec des chapelains ou le maître d'école du village au sujet du droit de présentation qu'il revendique, mais, signe de sa mauvaise foi, il fut condamné à plusieurs reprises en appel²⁵.

Il semble toutefois que ce soient les abbayes de la ville d'Angers qui restèrent les principales pourvoyeuses de l'université au cours du xv^e siècle. En 1413, une liste des récents et des étudiants titulaires de bénéfices ecclésiastiques dans le diocèse d'Angers et jouissant des privilèges de l'université donne 170 noms²⁶ ; les moines y sont au nombre de 25 (14,7 %), et si l'on trouve l'abbé de Chaloché, la grande majorité vient des trois abbayes d'Angers (7 de Saint-Aubin, dont l'abbé, 6 de Saint-Serge, 5 de Saint-Nicolas). L'exemple de Saint-Serge dans les dernières décennies du xv^e siècle nous donne encore des étudiants et gradués en décret : les abbés François d'Orignac (1466-† 1483) et Jean Tillon (1483-† 1501)²⁷, et plusieurs prieurs²⁸.

24. CHALVIN, Myrtille, *L'Abbaye Saint-Maur-sur-Loire et ses prieurés à la fin du Moyen Âge (1434-1500)*, Maîtrise d'Histoire, université d'Angers, 2002 ; Charles d'Arthanne, abbé entre 1451 et 1461, bachelier ; Hilaire Ragot (1477-1496) et Guy de La Roche (à partir de 1496) sont étudiants à Angers, Jean Jahier (1463-1464) à Paris.

25. Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 810 à 812 pour les procès, 9 G 4 pour deux condamnations en 1472 et 1474 par les « Grands Jours » d'Angers (soit la justice d'appel du duc d'Anjou). D'autres moines prieurs de Saint-Florent sont également juristes : à Offart (Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 3191, en 1473).

26. Arch. dép. de Maine-et-Loire, D 8, éditée par FOURNIER, Marcel, *Statuts et privilèges...*, op. cit., t. 1, n° 457.

27. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 1087, Jean Tillon, bachelier en décret.

28. Arch. dép. de Maine-et-Loire, prieuré de Brissarthe (H 962, en 1497), prieuré de Mozé-sur-Louet (H 1109, pièces 2 et 22-23, en 1479 et 1500).

À Angers comme dans d'autres universités, certains moines ont également enseigné²⁹. Nous trouvons au moins cinq abbés ayant régenté le droit au *Studium* d'Angers, mais il semble que cette situation, attestée tout au long du XIV^e siècle, ait ensuite quasiment disparu³⁰. Est-ce le signe d'un certain déclin de la culture juridique de haut niveau en milieu monastique, d'une plus grande concurrence de la part de maîtres séculiers ou laïques³¹, ou d'une carence des sources ? Les éléments de réponse manquent.

Saint-Florent de Saumur donne ainsi deux abbés régents : en début de période, Jean Milet (1309-1324), docteur en décret³², et Guillaume de Chanac († 1383), noble, moine bénédictin issu du puissant lignage limousin dont plusieurs membres furent comblés de bénéfices au temps d'Avignon, abbé de 1354 à 1368. Au cours de sa carrière, ce dernier fut également prieur de Longpont et de Vézelay, chevecier de Saint-Martial de Limoges (1339), ensuite évêque de Chartres (1368) puis de Mende (1371) et enfin cardinal la même année, et un temps chancelier du duc Louis I^{er} d'Anjou ; docteur en décret, Guillaume semble avoir aussi enseigné le droit civil à Angers³³.

Saint-Aubin d'Angers fournit aussi deux abbés docteurs en décret et régents : Pierre Bonnel (1345-1349), d'abord moine de Montier-Neuf à Poitiers et abbé de Bassac en Saintonge, régent jusqu'à sa mort – de la peste³⁴ ; son successeur Jean de La Bernichère (1349-1375), qu'Urbain V désigna en 1370 (en compagnie de l'abbé de Marmoutier et de l'évêque de Bayeux) pour mener l'enquête informative sur le vie et les miracles de Charles de Blois en vue de sa canonisation³⁵, ce qui peut être regardé

29. Par exemple à Paris : SULLIVAN, Thomas, « Benedictine Masters of the University of Paris in the Late Middle Ages. Patterns of Recruitment », *Vivarium*, t. 31, 1993, p. 226-240.

30. Jean de Bernay, régent en droit civil dans les années 1420, passe pour être un simple homonyme de l'abbé de Saint-Serge Jean de Berné ou Bernay (1445-1466) qui finit évêque de Chichester en Angleterre, auquel on ne connaît pas de cursus ni de grade universitaire (voir PORT, Célestin, *Dictionnaire historique, géographique et biographique de Maine-et-Loire*, t. 1, Angers, 1965, p. 349). Nous connaissons en revanche au moins un cas avéré de moine enseignant avec Jean Rabeneau († 1463), prêtre, moine bénédictin originaire du diocèse d'Angers, docteur en décret et régent à Angers jusqu'à sa mort.

31. Sur ces derniers, outre LENS, Louis de, *L'université d'Angers...*, *op. cit.*, UZUREAU, François, « Ancienne université d'Angers. Notices sur 43 professeurs », *Andegaviana*, t. 27, 1918, p. 368-405.

32. RANGEARD, Pierre, *Histoire de l'université...*, *op. cit.*, p. 196-197.

33. Sa biographie pose problème car il est souvent confondu avec un neveu ou un cousin homonyme : MATZ, Jean-Michel, COMTE, François, *Répertoire des évêques, dignitaires et chanoines des cathédrales de France (1200-1500). Le diocèse d'Angers*, Turnhout, Fasti Ecclesiae Gallicanae, 7, 2003, p. 239, avec correction dans MAURICE, Philippe, *Répertoire des évêques, dignitaires et chanoines des cathédrales de France (1200-1500). Le diocèse de Mende*, Turnhout, 2004 (Fasti Ecclesiae Gallicanae, 8), p. 108-111.

34. PORT, Célestin, *Dictionnaire historique, géographique...*, *op. cit.*, t. 1, Angers, 1965, p. 422 ; la « Petite chronique de Saint-Aubin » (Bibl. mun. Angers, ms. 827 (743), éditée en partie par FARGE, Émile, « La peste noire en Anjou, 1348-1362 », *Revue de l'Anjou*, t. 3, 1854, p. 94-96, le dit « célèbre docteur ».

35. RANGEARD, Pierre, *Histoire de l'université...*, *op. cit.*, p. 209 et 225 ; Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 1 (bulle pontificale du 22 octobre 1370).

comme une reconnaissance de ses compétences juridiques. Au début du XIV^e siècle, un abbé de Saint-Serge, également docteur en décret, avait aussi régenté; il s'agit de Pierre de Chalus (1316-1320), ensuite abbé de Montolieu (1321) et de Cluny (1322) puis évêque de Valence et de Die jusqu'à sa mort en 1352 – qui doit assez peu à l'Anjou³⁶.

Nous connaissons les livres de deux de ces régents. L'inventaire des livres que Pierre de Chalus possédait à la fin de sa vie compte 66 articles, avec une très forte orientation juridique (44 ouvrages de droit); il détient tout le *corpus iuris canonici* et de nombreux canonistes (l'archidiaque de Bologne Gui de Baisio, Geoffroi de Trani, Paul de Liazaris, Raymond de Peñafort, Bernard de Montmirat...), mais également les sermons de Jean d'Abbeville, un texte de Cassiodore ou un manuscrit *in lingua Yspania*³⁷. Guillaume de Chanac, quant à lui, légua tous ses livres au Collège Saint-Michel (ou de Chanac) fondé par son oncle l'évêque de Paris Guillaume – exception faite d'un volume du Décret de Gratien qu'il laissa à son abbaye Saint-Florent de Saumur³⁸, et d'un *Speculum sanctorale* de Bernard Gui donné à Saint-Martial de Limoges³⁹. On ne sait si les autres régents possédaient personnellement des livres de droit pour nourrir leur enseignement – ce qui est néanmoins plus que probable. Ils disposaient en tout cas des manuscrits des bibliothèques de leurs établissements respectifs – ou des livres de la bibliothèque de l'université d'Angers⁴⁰.

Les manuscrits juridiques des abbayes

Les bibliothèques, qu'elles soient personnelles ou institutionnelles, reflètent évidemment les préoccupations intellectuelles et l'univers culturel de ceux qui les ont constituées⁴¹. L'état de la documentation nous oblige toutefois à limiter l'enquête sur les manuscrits juridiques à seulement deux abbayes, Saint-Aubin et Saint-Serge d'Angers. En effet, les autres établissements n'ont laissé aucun inventaire médiéval de leur bibliothèque, et les rares manuscrits aujourd'hui conservés sont exceptionnellement à caractère juridique. Les livres des quatre abbayes cisterciennes du diocèse ont d'ailleurs dû particulièrement souffrir des dévastations de la guerre puisqu'elles furent toutes pillées – voire occupées – par les Anglais au cours des années 1350 à 1370 (Le Loroux à deux reprises); il ne subsiste à l'heure

36. RANGEARD, Pierre, *Histoire de l'université...*, op. cit., p. 205.

37. *Bibliothèques ecclésiastiques au temps de la papauté d'Avignon*. T. II : *Inventaires de prélats et de clercs français*, éd. Marie-Henriette JULLIEN de POMMEROL et Jacques MONFRIN, Paris, IRHT (Documents, études et répertoires), 2001, p. 294-299 (n° 352.2).

38. RANGEARD, Pierre, *Histoire de l'université...*, op. cit., p. 231-232.

39. VERNET, André (dir.), *Histoire des bibliothèques françaises*. T. 1 : *Les bibliothèques médiévales du V^e siècle à 1530*, Paris, 1989, p. 46.

40. PORT, Célestin, « La bibliothèque de l'université d'Angers (XV^e-XVII^e siècle) », *Revue de l'Anjou*, 4^e série, t. 1, 1867, p. 342-355.

41. KIBRE, Paul, « The Intellectual Interests reflected in Libraries of the Fourteenth and Fifteenth Centuries », *Journal of the History of Ideas*, 7, 1946, p. 257-297.

actuelle que quatre manuscrits leur ayant appartenu – dont trois de Pontron⁴².

Au hasard d'un document, tout au plus est-il possible d'identifier quelques livres d'un monastère. Ainsi en va-t-il de Saint-Maur-sur-Loire – également incendiée par les Anglais en 1369 – grâce à un acte de l'Officialité d'Angers en date du 29 décembre 1477. Le chanoine de la cathédrale d'Angers Gilles Ragot (1473-† 1489), bachelier et alors étudiant en droit canon, vraisemblablement frère de l'abbé Hilaire Ragot (1477-† 1496), s'engage à restituer quatre manuscrits qu'il a empruntés au monastère : une Bible, un Décret glosé, les Décrétales avec leur glose, et un volume avec le Sexte et les Clémentines pourvus de leurs gloses⁴³. Quels livres possédait encore l'abbaye, nous n'en savons strictement rien.

Les livres de Saint-Serge ne nous sont connus que tardivement, par un inventaire très incomplet du xv^e siècle⁴⁴ ; il compte seulement 26 articles, alors que de nombreux manuscrits de l'abbaye aujourd'hui conservés n'y figurent pas. L'essentiel du « fonds » est liturgique. Un second inventaire moderne des manuscrits de l'abbaye, daté de 1639⁴⁵, donne une tout autre image de la bibliothèque avec 207 articles dont 19 intéressent le droit (soit 9,1 % seulement). Le droit canon l'emporte avec 14 volumes. Le *Corpus iuris canonici* est au complet (Décret, Décrétales de Grégoire IX, Sexte en deux exemplaires et Extravagantes), et les Clémentines sont pourvues de la glose de Guillaume de Montlaurun († 1343), bénédictin, moine de Lézat puis abbé de Montier-Neuf à Poitiers (où avait pris l'habit l'abbé de Saint-Aubin Pierre Bonnel) ; l'abbaye possède également quelques gloses, lectures et apparats des plus traditionnels : Gui de Baisio († 1313) en deux volumes, Geoffroi de Trani († 1245) sur les Décrétales ou Bérenger Frédol († 1323) ; il faut encore y ajouter le traité de Guillaume de Mandagot († 1321) sur les élections, et une *Instructio pro visitatione*. Le droit civil semble faire pâle figure puisque les moines de Saint-Serge ne possèdent qu'un Code de Justinien sur l'ensemble du *Corpus iuris civilis*, un volume regroupant les commentaires de plusieurs juristes, un traité de Bagarotus (*De causis et litibus*) et un *Tractatus de feudis* – les *Libri feudorum*, formant la dixième collation des Authentiques et enseignés comme le reste du *Corpus*.

42. BONDEELLE-SOUCHIER, Anne, *Bibliothèques cisterciennes dans la France médiévale. Répertoire des abbayes d'hommes*, Paris, IRHT (Documents, études et répertoires), 1991, p. 68, 177 et 262-263.

43. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 1645 : *Item, Decretales incipiens in quarto folio textus Constitutum et glose eiusdem folii Integritate, in penultimo vero folio eiusdem libri vel iam dicto; Unum Decretum incipiens in tercio folio in textu non ratum et glose consuetudine in penultimo vero folio in textu ut hoc et in glose principale, necnon Sextum cum Clementinis in uno volumine incipiens in sexto folio et in textu per cessionem et glosa Reconmemendo, et finiens in penultimo folio eiusdem libri preter, in pergamento scriptis bene coopertis et religatos.*

44. Bibl. mun. Angers, ms. (6) 3, f° 1, édité par VEZIN, Jean, *Les « scriptoria » d'Angers au x^e siècle*, Paris, Bibliothèque de l'École Pratique des Hautes Études, 322, 1974, p. 223-225.

45. Bibl. nat. France, ms. lat. 13071, f° 115-117 v°, édité par MONTEAUCON, Bernard de, *Bibliotheca bibliothecarum manuscriptorum nova*, t. 2, Paris, 1739, p. 1217-1219.

Il convient cependant de noter que le relevé des textes juridiques reste incomplet. Avant l'inventaire du ^{xvii}^e siècle, l'abbaye a pu se défaire de certains manuscrits et, d'autre part, l'habitude des hommes du Moyen Âge de copier ou de relier des textes divers dans un même volume dissimule fréquemment des œuvres – d'autant que les articles de l'inventaire sont très brefs. Deux volumes composites de Saint-Serge, du ^{xv}^e siècle, aujourd'hui conservés, en témoignent. Ils ont d'ailleurs un contenu très voisin : la règle de Saint Benoît, le *De clauistro materiali* d'Hugues de Fouilloy († v. 1174), la bulle *Summi magistri* de Benoît XII, mais aussi des extraits des Décrétales qui enrichissent donc la part juridique du fonds de livres⁴⁶. Il en va sans doute de même avec d'autres manuscrits.

L'enquête doit donc se concentrer sur les livres juridiques de l'abbaye Saint-Aubin d'Angers dont la bibliothèque médiévale est assurément de loin la mieux connue grâce à trois inventaires successifs et aussi à de nombreux volumes conservés. Le premier de ces inventaires date du ^{xiii}^e siècle⁴⁷ – de la seconde moitié du siècle puisqu'il contient les *Sentences* de Pierre Lombard. Il porte 142 articles mais le droit paraît n'en occuper que 4 : deux volumes de canons, le *Décret* de Burchard de Worms († 1025) – dont le manuscrit qui a subsisté jusqu'à nos jours date du ^{xi}^e siècle⁴⁸ – et la *Panormia* d'Yves de Chartres († 1115) dans un manuscrit du ^{xii}^e siècle lui aussi conservé⁴⁹.

À en juger par la paléographie, le second inventaire semble pouvoir être daté du ^{xv}^e siècle⁵⁰, mais il ne contient plus que 105 articles. Son caractère évidemment incomplet est prouvé par tous les manuscrits qui subsistent et qui en sont absents, qu'ils soient juridiques, liturgiques ou hagiographiques⁵¹. Le droit reste encore très marginal, avec 5 articles seulement ; la distorsion est telle que l'on est en droit de se demander si les manuscrits juridiques n'étaient pas gardés à part et inventoriés séparément. On retrouve Yves de Chartres et Burchard de Worms – ce dernier étant représenté dans un nouveau volume qu'il partage avec le pape Gélase – mais les deux volumes de canons de l'inventaire précédent semblent avoir disparu, à moins qu'ils ne correspondent sous une nouvelle dénomination aux deux manuscrits des collections de statuts et de décrets des Pères de l'Église cités dans ce nouvel inventaire.

46. Bibl. mun. Angers, ms. 321 (312), f° 134-135 v° pour les Décrétales, ms. 408 (395), f° 30-32 pour les Décrétales.

47. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 15, édité par DELISLE, Léopold, *Le Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale*, t. 2, Paris, 1874, p. 485-487, et étudié par JONES, Leslie W., « The Library of St-Aubin's at Angers in the Twelfth century », dans *Classical and Mediaeval Studies in Honor of Edward Kennard Rand*, New York, 1938, p. 143-161.

48. Bibl. mun. Angers, ms. 368 (355), 217 feuillets avec des additions du ^{xii}^e siècle.

49. Bibl. mun. Angers, ms. 369 (356), 106 feuillets.

50. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 15, édité par VEZIN, Jean, *Les « scriptoria » d'Angers...*, op. cit., p. 215-221.

51. Je me permets de renvoyer à MATZ, Jean-Michel, « Les manuscrits hagiographiques des églises d'Angers à la fin du Moyen Âge », dans « *Scribere sanctorum gesta* ». *Recueil d'études d'hagiographie médiévale offert à Guy Philippart*, Turnhout (Hagiologia), à paraître (2005).

C'est à nouveau un inventaire moderne des manuscrits de l'abbaye qui donne la composition réelle du fonds de l'abbaye, sans doute rédigé à la fin du ^{xvii}e siècle⁵². Les 325 articles de manuscrits sont répartis en six catégories d'inégale importance :

- [1] à [150] : Bible, Écriture sainte, Patristique;
- [151] à [192] : théologie, morale;
- [193] à [269] : *Canonistae et jurisconsulti*;
- [270] à [287] : philosophie, médecine;
- [288] à [307] : histoire sacrée et profane;
- [308] à [325] : grammaire.

Le droit occupe donc 76 articles (soit 23,4 %), avec un déséquilibre très net en faveur du droit canon (61 articles) contre le droit civil (11 articles), 4 manuscrits étant mixtes⁵³. Comme à Saint-Serge, le *Corpus iuris canonici* est au complet – les Extravagantes de Jean XXII mises à part, à moins qu'elles ne se trouvent intégrées au milieu d'un autre manuscrit – avec 11 volumes : Décret, Décrétales de Grégoire IX (pas moins de 6 volumes, sans compter les autres munis de gloses!), Sexte, Clémentines (3 volumes). Si l'on retrouve toujours les auteurs antérieurs à la composition du Décret de Gratien (Pseudo-Isidore de Séville ou Fausses décrétales, Burchard de Worms, Yves de Chartres, un volume avec parmi d'autres textes les canons du Concile d'Aix-la-Chapelle de 816), c'est surtout la canonistique des ^{xiii}e et ^{xiv}e siècles qui fournit l'essentiel du fonds.

La collection présente trois caractéristiques : l'absence de diversité, l'œuvre d'un même auteur figurant dans plusieurs volumes à la fois; l'absence d'auteurs rares ou originaux, le fonds reposant sur le « prêt-à-penser » de la science juridique; l'absence des canonistes de la fin du ^{xiv}e et du ^{xv}e siècle comme François Zabarella († 1417), Dominique de San Gimignano († 1424), Jean d'Imola († 1436) ou encore Nicolas de Tudeschis dit Panormita († 1445). Faut-il pour autant interpréter cet arrêt de la mise à jour de la bibliothèque comme un signe du déclin de l'étude et de la culture juridiques à Saint-Aubin? Une fois de plus, rien ne permet de le dire, mais il est évident que l'archaïsme relatif de ce fonds contraste nettement avec la bibliothèque du chapitre de la cathédrale d'Angers tenue à jour au fil des legs de livres par les chanoines⁵⁴.

L'abbaye Saint-Aubin possède les grands classiques en plusieurs exemplaires : la lecture de Jean d'André († 1348) sur les différentes parties du *Corpus iuris canonici* est représentée au total par 13 volumes (7 sur les

52. Bibl. nat. France, ms. lat. 13074, f° 108-136 v°, édité par MONTEFAUCON, Bernard de, *Bibliotheca bibliothecarum...*, *op. cit.*, p. 1219-1229.

53. Numéro 193 (le *Repertorium utriusque iuris* de Pierre de Brach, aujourd'hui conservé : Bibl. mun. Angers, ms. 331 [322], du ^{xv}e siècle), n° 230 (*Constitutiones feodorum, ex Codice, in Decretales*), n° 251 (*Flores utriusque iuris*), n° 263 (*Tancredus De ordine judiciorum. Glossae in ius civile. Fragmentum iuris canonici et civilis*).

54. MATZ, Jean-Michel, « La bibliothèque du chapitre cathédral d'Angers d'après l'inventaire de 1472 », dans *Formation intellectuelle et culture du clergé...*, *op. cit.*, à paraître (avec l'édition de l'inventaire).

Décrétales, 3 sur le Sexte et autant sur les Clémentines); Gui de Baisio, lui aussi canoniste de Bologne, avec 6 volumes (dont 3 *Rosarium Decretorum*, soit l'*Apparatus* au Décret); Jean Lemoine († 1313) avec 4 volumes de son *Apparatus* sur le livre du Sexte; Innocent IV (pape de 1243 à 1254) avec 3 volumes de sa glose sur les Décrétales; Barthélemy de Brescia († v. 1258), la *Summa* d'Hostiensis († 1270), Geoffroi de Trani avec 2 volumes chacun; Bernard de Compostelle le Jeune († 1267) sur les Décrétales, Pierre de Sampson († 1260) sur les mêmes et Guillaume de Montlaurun sur les Clémentines avec 1 volume chacun. Outre différentes *lecturae* sans attribution, l'inventaire donne également une « Somme » de droit canon anonyme et un *Compendium iuris canonici*.

Les 11 volumes de droit civil semblent se référer uniquement aux textes du *Corpus iuris civilis* (1 Digeste vieux, 2 volumes du Digeste avec l'Infortiat, 6 volumes du Code – dont 2 avec les Institutes – et 2 autres Institutes), et les rares commentaires qui les accompagnent sont donnés sans nom d'auteur. L'étude des lois ne semble donc pas en honneur à Saint-Aubin, même si là aussi les manuscrits qui subsistent aujourd'hui viennent démentir l'inventaire.

À la lumière des inventaires et des manuscrits conservés, il est donc possible de retrouver au moins partiellement les volumes de droit dont disposaient quelques abbayes. Plusieurs questions resteraient à envisager si les sources le permettaient (organisation matérielle et fonctionnement des bibliothèques, usagers...), de sorte que la seule qui puisse recevoir des éléments de réponse regarde l'origine des manuscrits, et une nouvelle fois pour la seule abbaye Saint-Aubin d'Angers.

Au plus tard au XI^e siècle, l'abbaye angevine fut dotée d'un *scriptorium* dont sont sortis plusieurs volumes intéressant le droit⁵⁵. La *Panormia* d'Yves de Chartres en fait partie⁵⁶, de même que trois autres manuscrits également rédigés au tournant des XI^e et XII^e siècles :

- Paris, Bibl. nat. de France, ms. lat. 3839 A : *Collectio canonum*.
- Paris, Bibl. nat. de France, ms. lat. 3860 : *Decretum* de Burchard de Worms.
- Paris, Bibl. Arsenal, ms. 678 : *Decretum* de Burchard de Worms.

Le *scriptorium* semble avoir cessé de produire assez rapidement, dès la fin du XII^e siècle. « Il est de fait qu'ils [les moines de Saint-Aubin] préférèrent par la suite compléter leurs bibliothèques en achetant des livres transcrits dans ces officines qui se multiplient à partir du XIII^e siècle, spécialement sous l'influence du développement des universités⁵⁷. » Nous savons en effet qu'un volume des Décrétales de Grégoire IX glosées, daté du XIV^e siècle, qui porte au premier feuillet une peinture où les saints évêques Aubin et Clair de Nantes (début du IV^e siècle?) – dont l'abbaye possédait les reliques depuis le IX^e siècle – présentent un moine agenouillé à la Vierge,

55. VEZIN, Jean, *Les « scriptoria » d'Angers...*, *op. cit.* ; il faut y ajouter Paris, Bibl. Arsenal, ms. 678 (avec le *Décret* de Burchard de Worms que je n'ai pas vu).

56. Bibl. mun. Angers, ms. 369 (356), voir *supra*.

57. VEZIN, Jean, *Les « scriptoria » d'Angers...*, *op. cit.*, p. 212.

fut réalisé pour Saint-Aubin par un atelier professionnel⁵⁸, les sources ne conservant plus à cette date aucune trace de l'activité d'un *scriptorium*. En dehors de ce cas isolé de commande, les manuscrits conservés révèlent les modes habituels de la constitution ou de l'augmentation des bibliothèques institutionnelles, au premier rang desquels figure le legs⁵⁹. Mais l'existence dans le fonds d'un volume en écriture italienne témoigne également de la circulation internationale des livres manuscrits⁶⁰.

Quelles conclusions tirer de l'analyse des bibliothèques monastiques angevines, et tout particulièrement de celle de Saint-Aubin d'Angers ? Seule une étude comparée avec d'autres collections permet une appréciation quantitative et qualitative. Je me limiterai à l'espace français dans le choix des comparaisons.

En nombre de volumes, la collection de Saint-Aubin semble dépasser la plupart des bibliothèques monastiques méridionales, à l'exception des fonds notables dont disposaient des abbayes comme Saint-Victor de Marseille, Moissac ou Saint-Pons-de-Thomières⁶¹. Les établissements réguliers de la France septentrionale sont plus nombreux à posséder des collections de livres qui supplantent largement la bibliothèque de Saint-Aubin, mais on pourra noter que les manuscrits juridiques n'y atteignent jamais la part qu'ils représentent dans le fonds de l'abbaye angevine, près du quart des livres. La situation ne surprendra pas pour les cisterciens, en général peu versés dans les études juridiques. À Clairvaux, sur plus de 1 700 volumes à la fin du ^{xv}^e siècle, 115 seulement (6,7 %) concernent les droits savants⁶²; à Pontigny, dans une collection certes moins riche, les livres de droit se comptent en unité et n'atteignent pas la dizaine de

58. Bibl. mun. Angers, ms. 376 (363), peinture reproduite dans MATZ, Jean-Michel, « Le calendrier et le culte des saints. L'abbaye Saint-Aubin d'Angers (xii^e-début xvi^e siècle) », *Revue Mabillon*, n. s., t. 7, 1996, p. 127-155 (p. 139).

59. Bibl. mun. Angers, ms. 333 (324) par l'abbé Pierre de Laval (1464-† 1493); ms. 339 (330) en complément de la fondation d'un anniversaire par le régent de l'université d'Angers Nicolas Adam; ms. 371 (358) acquis par un moine en 1393, ms. 377 (364) et ms. 389 (376) ayant appartenu au prieur Georges de La Rue (le second manuscrit acquis en 1438 auprès d'un prêtre étudiant pour quatre royaux d'or), ms. 386 (373) donné par le prieur de Champigné, Alain de Coué (1469-1478), licencié en décret.

60. Bibl. mun. Angers, ms. 394 (381), manuscrit composite qui contient les textes suivants : *Casu decretorum de poenitencia* (soit le commentaire de Benencasa sur la division *De poenitencia* du Décret), *Ordo judiciorum* et *Summa de sponsalibus* de Tancrède de Bologne...

61. LEMAITRE, Jean-Loup, « Les catalogues médiévaux et le pillage des bibliothèques languedociennes », et NEBBIAI-DALLA GUARDA, Donatella, « Les bibliothèques médiévales des abbayes du Languedoc et de Provence. État de la question et perspectives de recherche », dans *Livres et bibliothèques (xiii^e-xv^e siècle)*. Cahiers de Fanjeaux, 31, Toulouse, 1996, respectivement p. 19-57 et p. 59-93; DUFOR, Jean, *La bibliothèque et le « scriptorium » de Moissac*, Genève-Paris, 1972.

62. *La bibliothèque de l'abbaye de Clairvaux du xii^e au xviii^e siècle. Catalogues et répertoires*, publiés par André VERNET, IRHT (Documents, études et répertoires), Paris, 1979; voir également GERZ VON BUREN, Veronica, et NEBBIAI-DALLA GUARDA, Donatella, « Les catalogues de bibliothèque comme source pour l'histoire intellectuelle : le cas de trois

volumes⁶³. Les bibliothèques des monastères bénédictins ne sont pas pour autant plus riches. Les moines de Saint-Denis ne paraissent pas avoir disposé de nombreux volumes juridiques, du moins si l'on en croit les manuscrits conservés : sur les 546 livres connus de l'abbaye (qui en possédait plus de 1 500 à la fin du xv^e siècle), deux seulement sont des volumes de droit (un Décret de Gratien et un volume où sont associés Bernard de Compostelle le Jeune et Bernard de Pavie)⁶⁴. Près de 150 manuscrits ayant appartenu à l'abbaye de Saint-Thierry – aujourd'hui conservés à Reims – sont connus ; là aussi, le droit ne représente qu'une demi-douzaine de volumes⁶⁵. Il convient toutefois de nuancer ces données basées sur l'étude des manuscrits subsistants dans la mesure où les établissements religieux paraissent avoir été peu enclins à préserver leurs collections de livres à l'époque moderne, tout particulièrement les volumes de droit et plus généralement les livres d'études, remplacés par les imprimés⁶⁶.

Les abbayes de Normandie fournissent un dernier faisceau d'éléments de comparaison⁶⁷. Les abbayes du Bec, de Jumièges, de Saint-Evroul ou du Mont-Saint-Michel disposaient au xv^e siècle de collections allant de 700 à 800 volumes ; le droit savant – notamment à Jumièges, la plus importante bibliothèque du point de vue juridique – y est toujours bien représenté, tout particulièrement, comme à Saint-Aubin, le droit canon, que ce soit avec les collections canoniques antérieures au Décret de Gratien ou par le *Corpus iuris canonici* au complet avec les gloses habituelles. Le dernier point commun que partagent les abbayes angevines avec celles de Normandie est l'absence dans leurs collections de livres des canonistes de la fin du xiv^e et du xv^e siècle, situation qui témoigne sans conteste d'un ralentissement évident dans la constitution du fonds juridique de ces établissements.

•

bibliothèques françaises à la fin du xv^e siècle », dans *La France de la fin du xv^e siècle. Renouveau et apogée* (Actes du colloque de Tours, 1983), éd. Bernard CHEVALIER et Philippe CONTAMINE, Paris, 1985, p. 283-299.

63. PEYRAFORT-HUIN, Monique, *La Bibliothèque médiévale de l'abbaye de Pontigny (xii^e-xix^e). Histoire, inventaires anciens, manuscrits*, Paris, IRHT (Documents, études et répertoires), 2001, p. 126-127 notamment.

64. NEBBIAI-DALLA GUARDA, Donatella, *La bibliothèque de l'abbaye de Saint-Denis en France du ix^e au xviii^e siècle*, Paris, IRHT (Documents, études et répertoires), 1985, p. 240 et 249.

65. LAFFITTE, Marie-Pierre, « Esquisse d'une bibliothèque médiévale. Le fonds de manuscrits de l'abbaye de Saint-Thierry », *Saint-Thierry. Une abbaye du vi^e au xv^e siècle* (Actes du colloque de Reims-Saint-Thierry, 1976), éd. Michel BUR, Saint-Thierry, 1979, p. 73-100.

66. Voir à ce sujet les études rassemblées dans le dossier « Livres et culture du clergé à l'époque moderne » (Actes du colloque de Marseille, 1995), FROESCHLE-CHOPARD, Marie-Hélène (éd.) dans *Revue d'Histoire de l'Église de France*, t. 83, 1997, p. 13-225, et DOMPNIER, Bernard et FROESCHLE-CHOPARD, Marie-Hélène (dir.), *Les Religieux et leurs livres à l'époque moderne* (Actes du colloque de Marseille, 1997), Clermont-Ferrand, 2000.

67. Voir la série d'articles monographiques de NORTIER, Gérard, « Les bibliothèques médiévales des abbayes bénédictines de Normandie », *Revue Mabillon*, t. 47-52, 1957 à 1962 *passim* ; LEFEBVRE, Charles, « La culture juridique médiévale d'après la bibliothèque du Mont-Saint-Michel et autres centres intellectuels de Normandie », *Millénaire monastique du Mont-Saint-Michel...*, *op. cit.*, p. 275-288.

Les moines du diocèse d'Angers ont donc accompagné la marche des idées et l'évolution intellectuelle de leur temps au cours du Moyen Âge. S'ils semblent avoir observé pour l'essentiel la prohibition de l'étude du droit civil, ce dont témoigne la pauvreté des bibliothèques en livres de droit civil, ils sont alors nombreux à étudier le droit canon, entraînant de ce fait une quasi-faillite de la théologie universitaire dans leurs rangs.

Pour autant, s'ils ont fourni des étudiants et quelques régents et s'ils ont constitué des bibliothèques de travail parfois conséquentes, les établissements réguliers traditionnels du diocèse d'Angers laissent une impression mitigée pour au moins deux raisons. La première regarde les fonds de livres dans lesquels n'apparaissent pas d'auteurs rares ou originaux, le contenu des bibliothèques se limitant aux seuls textes les plus communs de la science canonique. La seconde raison intéresse la chronologie, ou plutôt ce que les sources en laissent deviner, avec un apparent déclin de l'intérêt des moines pour l'étude du droit au xv^e siècle. Le fait que les livres de droit conservés soient antérieurs au xv^e siècle – à une exception près⁶⁸ – et que, par conséquent, les juristes contemporains ne soient pas assimilés par les moines, semble indiquer la tournure apparemment routinière que prit l'étude de la science du droit dans le monde monastique. Dépassés par l'évolution de la vie religieuse et de la spiritualité, les moines l'ont donc été également par celle de la culture savante.

RESUME

L'étude se propose de mesurer la formation intellectuelle et la culture juridique des moines du diocèse et de la ville d'Angers qui est le siège de la seule université de la France de l'Ouest. Deux questions sont envisagées. En premier lieu, la formation universitaire des moines dans la Faculté de droits; leur niveau de qualification permet à certains d'entre eux de faire carrière dans l'enseignement, surtout au xiv^e siècle. Ensuite, l'étude s'attache aux collections de livres des monastères à partir des inventaires et des manuscrits conservés

ABSTRACT

This article sets out to study the intellectual formation and the juridic culture of the monks in the diocese and the city of Angers which housed the only university in western France. It addresses two points. Firstly, the university formation of monks in the Faculty of laws; the level qualification later enabled some of them to enjoy a career in teaching, above all during the 14th century. Then, the article focuses on the books collections owned by the monasteries dating from some inventories and preserved manuscripts.

68. Bibl. mun. Angers, ms. 331 (322).